

CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION ET DE VENTE (CGUV)

INTEGORA

Version du 20 janvier 2026

Chartres-de-Bretagne – France

© *INTEGORA 2026 — Tous droits réservés*

Le présent document définit les Conditions Générales d'Utilisation et de Vente du site <https://www.integora.fr>, édité par Mehdi JOALLAND, entrepreneur individuel exerçant sous le nom commercial INTEGORA, ci-après dénommé le « Prestataire ». Les informations complètes relatives à l'éditeur et à l'hébergeur du site sont disponibles dans les mentions légales.

ARTICLE 1 – DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'exécution des présentes **Conditions Générales d'Utilisation et de Vente** (ci-après les « CGUV »), les termes suivants auront la signification ci-après exposée :

« **Prestataire** » : l'éditeur de la Plateforme, **Mehdi JOALLAND** sous le nom commercial **INTEGORA**.

« **Client** » : toute personne morale ou toute personne physique agissant à titre professionnel, disposant d'un numéro SIRET, utilisant la Plateforme et, le cas échéant, souscrivant un Abonnement.

« **Utilisateur** » : toute personne accédant à la Plateforme via un compte, y compris lorsqu'elle agit pour son propre compte ou pour le compte du Client.

« **Plateforme** » : le site et l'environnement en ligne INTEGORA donnant accès aux Contenus et aux fonctionnalités associées.

« **Contenus** » : l'ensemble des ressources mises à disposition sur INTEGORA (jeux professionnels, supports RH, modèles, fiches, guides, textes, visuels et éléments téléchargeables ou consultables).

« **Services** » : l'accès à la Plateforme et aux Contenus, ainsi qu'aux fonctionnalités associées, selon la formule souscrite.

« **Abonnement** » : formule payante donnant accès à la Plateforme pour une durée annuelle, dans les conditions prévues aux présentes CGUV.

« **Essai gratuit** » : période d'accès temporaire et non renouvelable de sept (7) jours, offrant à l'Utilisateur la possibilité de tester certaines fonctionnalités sans engagement. À l'issue de l'essai, l'accès devient inactif sauf souscription d'un Abonnement.

« **Contrat** » : ensemble formé par les présentes CGUV et, le cas échéant, la souscription d'un Abonnement par le Client.

« **Parties** » : le Prestataire et le Client, pris ensemble.

INTEGORA est une solution exclusivement destinée à des professionnels. Toute souscription implique que le Client agit à des fins entrant dans le cadre de son activité professionnelle et fournit un numéro SIRET valide.

ARTICLE 2 – OBJET

Les présentes CGUV ont pour objet de **définir les conditions** dans lesquelles le Prestataire met à la disposition en ligne du Client la Plateforme INTEGORA, ainsi que les **modalités d'accès et d'utilisation des Services**.

Les Services consistent exclusivement en l'accès à la Plateforme et à ses contenus numériques, notamment des jeux professionnels et des supports RH (modèles, fiches, guides, outils et ressources), accessibles en libre-service selon la formule souscrite (Essai gratuit et/ou Abonnement).

Sauf mention expresse contraire, INTEGORA n'inclut aucune prestation d'accompagnement, de conseil, d'audit, de formation, ni de conception de contenus sur mesure. Toute demande ou prestation distincte, si elle devait être proposée, ferait l'objet d'un contrat distinct écrit.

Toute utilisation de la Plateforme, **toute création de compte ou toute souscription à un Abonnement emporte adhésion pleine et entière du Client aux présentes CGUV**.

Les présentes CGUV prévalent sur tout autre document émanant du Client, sauf stipulation contraire convenue expressément et par écrit entre les Parties.

L'acceptation des CGUV par voie électronique (case à cocher / clic) lors de l'inscription et, le cas échéant, le paiement, valent signature et engagement contractuel. Les enregistrements informatiques du Prestataire font foi, sauf preuve contraire.

Le Client déclare agir à des fins strictement professionnelles. En conséquence, les dispositions protectrices applicables aux consommateurs n'ont pas vocation à s'appliquer aux relations entre les Parties, conclues entre professionnels.

ARTICLE 3 – CONDITIONS D'UTILISATION DE LA PLATEFORME

3.1 – Accès aux Services

Le Client accède aux Services via un compte créé sur la Plateforme INTEGORA. Les identifiants (adresse électronique et mot de passe) sont **strictement personnels**,

confidentiels et incessibles. Le Client est **seul responsable** de la conservation et de l'usage de ses identifiants, y compris en cas de perte, vol, divulgation, négligence, partage volontaire ou utilisation frauduleuse par un tiers.

L'Utilisateur peut modifier ses informations personnelles depuis son espace profil. **La suppression de compte n'est pas proposée depuis la Plateforme.** Le Client peut toutefois **demandeur la clôture (désactivation) du compte** à tout moment en écrivant à **contact@integora.fr**. La clôture entraîne la désactivation de l'accès. **Certaines données peuvent être conservées** lorsqu'elles sont nécessaires au respect d'**obligations légales** (notamment facturation/comptabilité) ou à la défense des droits du Prestataire. Les droits relatifs aux données personnelles s'exercent conformément à l'**article 12** et à la Politique de confidentialité.

Le Prestataire **ne saurait être tenu responsable** des conséquences résultant d'un accès non autorisé au compte lorsque cet accès résulte d'une faute, négligence ou d'un manquement du Client à ses obligations de confidentialité. En cas de suspicion d'accès non autorisé, le Client s'engage à **informer immédiatement le Prestataire** afin qu'un rétablissement de la sécurité puisse être effectué.

Le Prestataire se réserve le droit de **suspendre temporairement ou définitivement** l'accès à un compte **en cas de non-respect des présentes CGUV**, pour des raisons de sécurité, en cas de fraude ou tentative de fraude, en cas d'incident affectant la Plateforme, en cas de non-paiement, ou à l'arrivée à échéance d'un Abonnement non renouvelé.

Le Client est responsable des actes et manquements de ses Utilisateurs et garantit le respect des CGUV par toute personne accédant via ses accès.

3.2 – Utilisation conforme

Le Client s'engage à utiliser la Plateforme et les Services **conformément à leur destination**, aux lois et réglementations en vigueur, et dans le respect des droits du Prestataire et des tiers.

Il est **strictement interdit** :

- d'utiliser la Plateforme à des fins illégales, diffamatoires, nuisibles, frauduleuses ou contraires à l'ordre public ;
- de tenter d'altérer le code source, de contourner les systèmes de sécurité, de perturber le fonctionnement de la Plateforme, ou d'accéder de manière non autorisée à tout espace, contenu ou fonctionnalité ;
- d'extraire, collecter ou aspirer, de manière non autorisée ou massive, des données ou contenus de la Plateforme, notamment au moyen d'outils automatisés ;
- de porter atteinte, directement ou indirectement, aux droits de propriété

intellectuelle du Prestataire ou de tiers.

Toute violation de ces dispositions pourra entraîner, sans préavis, la **suspension ou la résiliation immédiate** de l'accès du Client, sans préjudice d'éventuels dommages et intérêts.

3.3 – Essai gratuit

Le Prestataire met à disposition du Client un **Essai gratuit** d'une durée maximale de sept (7) jours, afin de permettre la découverte de certaines fonctionnalités de la Plateforme. Cet accès est limité, non renouvelable, et ne crée aucune obligation d'achat.

À l'issue de la période d'essai, **l'accès aux Services devient inactif** sauf souscription d'un Abonnement. Le Prestataire se réserve le droit de refuser, de limiter ou de mettre fin à l'Essai gratuit, notamment en cas d'usage abusif, frauduleux, de tentative de contournement des conditions d'éligibilité, ou de non-respect des présentes CGUV.

ARTICLE 4 – ASSISTANCE ET DISPONIBILITÉ

Le Prestataire **met tout en œuvre** pour assurer un niveau de disponibilité optimal de la Plateforme INTEGORA et maintenir les Services dans des conditions normales d'exploitation. Le Client reconnaît que cet engagement constitue **une obligation de moyens et non de résultat**.

Une assistance technique est accessible par courrier électronique à l'adresse support@integora.fr, pour toute question ou difficulté liée au fonctionnement technique de la Plateforme. Cette assistance ne constitue pas une prestation d'accompagnement, de conseil, d'audit ou de formation. Les demandes sont **traitées dans les meilleurs délais ouverts**, en fonction de leur degré d'urgence et des informations transmises par le Client.

Le Prestataire se réserve la possibilité **d'interrompre temporairement l'accès à la Plateforme** pour des opérations de maintenance, de mise à jour ou d'amélioration des Services. Ces interruptions programmées seront, dans la mesure du possible, notifiées préalablement au Client.

La responsabilité du Prestataire **ne saurait être engagée en cas :**

- d'interruption temporaire liée à une maintenance, une mise à jour ou un incident technique ;
- d'indisponibilité due à un cas de force majeure, à une panne du réseau Internet, à une défaillance des infrastructures du Client, ou à un événement extérieur indépendant de sa volonté ;
- de dysfonctionnement imputable à des prestataires tiers nécessaires au fonctionnement des Services (notamment hébergement, réseau, services

techniques), lorsque le Prestataire a mis en œuvre des moyens raisonnables pour rétablir la situation.

ARTICLE 5 – COOPÉRATION ET INFORMATIONS FOURNIES PAR LE CLIENT

Les Parties s'engagent à collaborer de bonne foi dans le cadre de l'utilisation de la Plateforme.

Le Client s'engage à fournir, lors de la création du compte et lors de l'utilisation des Services, **des informations exactes, complètes et à jour**, notamment concernant son identité, ses coordonnées, et, le cas échéant, ses informations de facturation. Le Client est seul responsable des informations qu'il saisit ou transmet via la Plateforme.

Le Prestataire **ne saurait être tenu responsable** d'un dysfonctionnement, d'un retard de traitement, d'une impossibilité d'accès à certaines fonctionnalités, ou d'erreurs dans les documents de facturation émis sur la base des informations fournies, résultant :

- d'une information erronée, incomplète ou non mise à jour fournie par le Client ;
- d'un défaut de coopération du Client dans le cadre d'une demande d'assistance (absence d'éléments permettant d'identifier le problème, absence de réponse, etc.) ;
- plus généralement, d'un manquement du Client à ses obligations au titre des présentes CGUV.

Le Client reconnaît qu'il lui appartient de vérifier les informations renseignées et les documents générés via la Plateforme (notamment les éléments de facturation) avant toute utilisation ou diffusion interne.

ARTICLE 6 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

6.1 – Droits du Prestataire

L'ensemble des éléments constituant la Plateforme INTEGORA – notamment son architecture, son code source, ses bases de données, textes, graphismes, illustrations, logos, images, sons, vidéos, concepts de jeux, chartes graphiques et interfaces – **relève de la propriété exclusive du Prestataire et est protégé par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle** (articles L111-1 et suivants).

Certains éléments visuels ou sonores intégrés à la Plateforme proviennent de ressources tierces utilisées conformément aux licences et autorisations applicables. Ces éléments demeurent **la propriété de leurs auteurs ou titulaires de droits**.

Le Prestataire a procédé à un dépôt auprès de l'INPI (enveloppe e-Soleau) afin de dater certains éléments et de constituer un commencement de preuve d'antériorité de certains éléments liés à INTEGORA.

Toute reproduction, représentation, modification, adaptation, diffusion ou exploitation, totale ou partielle, sans autorisation écrite préalable du Prestataire, est strictement interdite et pourra donner lieu à des poursuites.

Le Client s'interdit notamment toute tentative de désassemblage, décompilation ou ingénierie inverse de la Plateforme ou de ses composants logiciels.

6.2 – Droits du Client

Les contenus, éléments ou données fournis par le Client (tels que logos, textes, images, vidéos, ou tout autre fichier) restent sa propriété exclusive. Le Client garantit qu'il dispose des droits nécessaires sur lesdits contenus et qu'ils ne portent pas atteinte aux droits de tiers.

6.3 – Licence d'utilisation (usage interne)

Le Prestataire concède au Client un droit d'utilisation **interne**, non exclusif, non cessible et non transférable de la Plateforme et des Contenus, pour la durée du Contrat et **pour un usage strictement interne** au sein de son organisation.

Cette licence ne confère au Client **aucun droit de propriété** sur la Plateforme, les Contenus ou leurs éléments constitutifs.

Le Client est autorisé à **télécharger, adapter et personnaliser** les Contenus pour ses besoins internes (notamment ajout de logo, modifications de mise en forme, ajustements rédactionnels), dans les limites prévues à l'article 6.4. Ces adaptations ne confèrent au Client **aucun droit de propriété** sur les Contenus INTEGORA.

Les adaptations ne confèrent aucun droit d'exploitation externe ni aucun droit de propriété intellectuelle sur les éléments INTEGORA.

Les modalités d'accès (notamment le nombre d'Utilisateurs autorisés, le cas échéant le nombre de comptes, licences, clés d'accès ou sièges) sont celles indiquées sur la Plateforme au moment de la souscription et peuvent évoluer lors d'un renouvellement. En tout état de cause, les identifiants sont personnels et ne peuvent être partagés entre plusieurs personnes.

6.4 – Usage interne – Interdictions

Les Contenus accessibles via INTEGORA sont concédés au Client **pour un usage strictement interne, limité à la même organisation identifiée par le même SIRET**.

Le partage d'identifiants entre plusieurs personnes, la mutualisation d'un compte, ou l'utilisation d'un même accès par plusieurs Utilisateurs sont interdits, sauf autorisation écrite préalable du Prestataire.

Il est **strictement interdit**, sans autorisation écrite préalable du Prestataire :

- de partager, transmettre, céder, revendre, louer, prêter ou mettre à disposition tout ou partie des Contenus à des tiers, notamment à une entreprise tierce, à des partenaires, clients, prospects, prestataires, filiales, sociétés du même groupe ou toute autre entité dès lors qu'elle ne relève pas du même SIRET ;
- de publier, diffuser, afficher publiquement ou rendre accessibles les Contenus sur Internet, plateformes, forums, espaces partagés, messageries ou réseaux sociaux, même partiellement ;
- de commercialiser les Contenus, à titre gratuit ou payant, de manière directe ou indirecte, ou d'en permettre l'exploitation par un tiers ;
- de copier, enregistrer, télécharger en masse ou conserver de manière systématique les Contenus en dehors d'INTEGORA dans une logique de diffusion externe, de revente, ou de reconstitution d'une bibliothèque transmissible.

Les versions adaptées ou personnalisées par le Client demeurent soumises aux présentes interdictions et ne peuvent en aucun cas être diffusées, partagées, cédées ou mises à disposition de tiers, dès lors qu'elles reprennent, même partiellement, des éléments issus d'INTEGORA.

6.5 – Mesures en cas de violation

En cas de violation du présent article 6, le Prestataire pourra, sans préavis, suspendre ou bloquer l'accès au compte et/ou aux Contenus, résilier le Contrat aux torts exclusifs du Client, refuser toute nouvelle souscription du Client et/ou des Utilisateurs concernés, et engager toute action utile, notamment en contrefaçon, parasitisme ou concurrence déloyale, afin d'obtenir réparation.

ARTICLE 7 – CONDITIONS FINANCIÈRES

7.1 – Abonnements

L'abonnement à la Plateforme INTEGORA est souscrit pour **une durée ferme d'un (1) an**. **Il ne se renouvelle pas automatiquement**. Le renouvellement est effectué uniquement par une action expresse du Client depuis la Plateforme, avec un nouveau paiement.

Le Client peut, à tout moment avant la date d'échéance, décider de ne pas renouveler son abonnement depuis son espace client. À défaut de renouvellement, l'accès aux Services devient inactif à l'échéance. Le non-renouvellement prend effet à la fin de la période d'abonnement en cours.

Tout abonnement entamé reste ferme et non remboursable.

La souscription d'un **Abonnement** est réservée aux **Clients professionnels**. Un numéro SIRET est requis pour souscrire.

7.2 – Tarifs

Les tarifs applicables sont ceux en vigueur au jour de la souscription.

Les prix sont exprimés **hors taxes** et soumis à la mention légale suivante :
« **TVA non applicable, article 293 B du Code général des impôts.** »

Le Prestataire se réserve le droit de réviser ses tarifs. Les nouveaux tarifs s'appliquent à toute nouvelle souscription ou à tout renouvellement effectué par action expresse du Client. Le Client est informé des tarifs applicables **avant validation et paiement**.

7.3 – Paiement

Le règlement des Abonnements s'effectue via **Stripe Payments Europe Ltd.**, selon les moyens de paiement proposés sur la Plateforme. Le paiement est exigible au moment de la souscription.

L'Essai gratuit n'implique aucun paiement et ne nécessite pas l'utilisation de Stripe. **Stripe est utilisé uniquement pour les Abonnements payants.**

Les factures sont émises et transmises par voie électronique, le Client acceptant expressément ce mode de communication.

7.4 – Défaut de paiement

En cas de défaut de paiement, de paiement incomplet, ou de paiement refusé, le Prestataire se réserve **le droit de suspendre immédiatement l'accès aux Services, sans préjudice de toute action complémentaire.**

Lorsque le Client agit à titre professionnel et qu'une facture demeure impayée à son échéance, des pénalités de retard sont exigibles de plein droit à compter du jour suivant la date d'échéance, au taux prévu à l'article L441-10 du Code de commerce.

Conformément à l'article L441-10 du Code de commerce, une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement est due de plein droit en cas de retard de paiement, sans préjudice de la possibilité pour le Prestataire de réclamer une indemnisation complémentaire si les frais de recouvrement exposés sont supérieurs.

En cas de contestation de paiement, rétrofacturation (chargeback) ou suspicion de fraude, le Prestataire peut suspendre l'accès aux Services à titre conservatoire.

ARTICLE 8 – DURÉE, FIN D'ABONNEMENT ET SUSPENSION

Le Contrat prend effet à la date de souscription et reste en vigueur pendant la durée initiale de l'Abonnement, telle que définie à l'article 7.1. **Il ne se renouvelle pas automatiquement.** À l'échéance, et en l'absence de renouvellement effectué par action expresse du Client, **l'accès aux Services devient inactif.**

8.1 – Suspension ou désactivation d'accès pour manquement

En cas de manquement grave du Client ou de l'Utilisateur aux présentes CGUV, notamment en cas de violation de l'article 6 (Propriété intellectuelle), de fraude, de tentative de fraude, ou d'atteinte à la sécurité de la Plateforme, le Prestataire se réserve le droit de **suspendre immédiatement** l'accès au compte et/ou aux Services, temporairement ou définitivement, sans préjudice de toute action judiciaire et de toute demande d'indemnisation.

Lorsque la situation le permet, le Prestataire pourra notifier le Client par tout moyen écrit et lui demander de remédier au manquement dans un délai raisonnable.

8.2 – Fin d'Abonnement à l'initiative du Client

Le Client ne peut pas **mettre fin de manière anticipée** un Abonnement en cours au sens d'une interruption anticipée. Le Client peut, à tout moment avant la date d'échéance, décider de ne pas renouveler son Abonnement dans les conditions prévues à l'article 7.1. À défaut de renouvellement, l'accès aux Services devient inactif à l'échéance, sans remboursement ni crédit prorata temporis pour la période déjà entamée.

8.3 – Effets de la fin d'Abonnement / Suspension

À l'échéance d'un Abonnement non renouvelé, ou en cas de suspension, le compte demeure existant mais **l'accès aux Services et aux Contenus devient inactif**, sauf nouvelle souscription.

Les conditions de conservation, de suppression et, le cas échéant, d'export des données sont détaillées dans la **Politique de confidentialité**, à laquelle le Client est expressément renvoyé. Les sommes dues au titre de l'Abonnement restent acquises et exigibles conformément à l'article 7. **Aucun remboursement ne sera accordé, sauf disposition légale impérative contraire.**

Après échéance, un export pourra être fourni sur demande dans un délai raisonnable et dans un format standard, selon les conditions prévues dans la Politique de confidentialité.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITÉ ET GARANTIES

Le Prestataire exécute ses obligations dans le cadre **d'une obligation de moyens**, conformément aux usages de sa profession. Il met en œuvre des moyens raisonnables pour assurer la disponibilité, la sécurité et la qualité des Services proposés via la Plateforme INTEGORA.

Le Client reconnaît que la Plateforme constitue **un service en ligne** dont le fonctionnement peut dépendre de facteurs techniques externes (réseaux, infrastructures, prestataires tiers).

En conséquence, le Prestataire ne saurait être tenu responsable notamment :

- des interruptions, ralentissements, dysfonctionnements ou indisponibilités résultant de causes extérieures ou indépendantes de sa volonté, notamment liées au réseau Internet, aux opérateurs de télécommunication, à l'hébergement, ou à des prestataires tiers ;
- des conséquences d'une utilisation non conforme de la Plateforme, contraire aux présentes CGUV, aux règles de sécurité, ou à la destination des Services ;
- des dommages résultant d'un accès non autorisé au compte lorsque cet accès résulte d'une faute, négligence, divulgation ou manquement du Client à la confidentialité de ses identifiants ;
- des contenus, données et informations saisis, transmis ou exploités par le Client via la Plateforme, dont il demeure seul responsable, y compris en cas d'erreur de saisie ;
- des dommages indirects, tels que perte d'exploitation, perte de chiffre d'affaires, manque à gagner, atteinte à l'image, préjudice commercial, financier ou moral.

Le Client utilise la Plateforme **sous sa responsabilité**. Il lui appartient de prendre toute mesure utile, notamment de vérifier les informations saisies et, le cas échéant, d'effectuer des sauvegardes ou exports lorsque cela est nécessaire pour son activité, selon les modalités précisées dans la Politique de confidentialité.

En toute hypothèse, et sauf disposition légale impérative contraire, la responsabilité du Prestataire, toutes causes confondues, est **strictement limitée au montant total HT des sommes effectivement perçues au titre de l'Abonnement au cours des douze (12) derniers mois précédant la survenance du fait générateur du dommage**. Cette limitation ne s'applique pas en cas de faute lourde ou de faute intentionnelle.

Les Contenus constituent des ressources générales ; le Client demeure seul responsable de leur adaptation à son contexte, de leur conformité à sa réglementation applicable et de leur utilisation.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Le Prestataire **déclare être titulaire d'une assurance responsabilité civile professionnelle** couvrant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité dans le cadre de la fourniture des Services. Il s'engage à maintenir cette couverture pendant la durée du Contrat et à en justifier sur demande.

Le Client **demeure responsable de la protection de ses équipements, données et activités, et s'assure, le cas échéant, auprès de l'assureur de son choix.**

ARTICLE 11 – CONFIDENTIALITÉ

Les Parties s'engagent à **conserver strictement confidentielles** toutes les informations, documents, données, savoir-faire et procédés de quelque nature que ce soit, échangés ou portés à leur connaissance dans le cadre de l'exécution du Contrat et de l'utilisation des Services.

Cette obligation s'applique pendant toute la durée du Contrat et pour une période de trois (3) ans à compter de sa cessation, pour quelque cause que ce soit.

Les informations confidentielles ne peuvent être utilisées qu'aux seules fins de l'exécution du Contrat et de l'utilisation des Services, et ne peuvent être divulguées à des tiers sans l'accord écrit et préalable de la Partie concernée.

Ne sont pas considérées comme confidentielles :

- les informations tombées dans le domaine public sans faute d'une Partie ;
- celles déjà connues de la Partie réceptrice avant leur communication ;
- celles obtenues légalement d'un tiers non soumis à une obligation de confidentialité ;
- celles dont la divulgation est requise par la loi ou par une autorité administrative ou judiciaire compétente.

Les dispositions du présent article s'entendent sans préjudice des obligations relatives aux données à caractère personnel, lesquelles sont régies par la Politique de confidentialité.

Chaque Partie s'engage à faire respecter ces obligations par ses salariés, sous-traitants, partenaires et, le cas échéant, Utilisateurs amenés à intervenir dans le cadre du Contrat.

ARTICLE 12 – DONNÉES PERSONNELLES

Le Prestataire agit en qualité de **responsable du traitement** pour les données à caractère personnel collectées et traitées dans le cadre de l'utilisation de la Plateforme INTEGORA.

Ces traitements sont réalisés conformément au Règlement (UE) 2016/679 (RGPD) et à la loi Informatique et Libertés modifiée. Les informations détaillées (finalités, bases légales, durées de conservation, cookies, sécurité, destinataires) figurent dans la **Politique de confidentialité** disponible sur le site.

Les données personnelles sont notamment traitées afin d'assurer :

- la création et la gestion des comptes utilisateurs ;
- la fourniture des Services et la gestion des Abonnements ;
- le traitement des paiements pour les Abonnements payants ;
- la sécurisation des accès, la prévention de la fraude et le bon fonctionnement de la Plateforme ;
- la communication d'informations relatives au Service (assistance, informations techniques, notifications).

Les données peuvent être hébergées et/ou traitées via des prestataires agissant en qualité de sous-traitants, notamment :

- Supabase (base de données et authentification) ;
- Stripe Payments Europe Ltd. (paiements des Abonnements payants) ;
- Vercel et Render (hébergement/déploiement technique de la Plateforme selon les composants) ;
- OVHcloud (messagerie professionnelle / envoi d'e-mails).

Le Prestataire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données.

Conformément au RGPD, toute personne concernée dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, d'opposition et de portabilité de ses données, qu'elle peut exercer en adressant sa demande à contact@integora.fr. En cas de réclamation, l'Utilisateur peut saisir la CNIL.

ARTICLE 13 – FORCE MAJEURE

Conformément à l'**article 1218 du Code civil**, aucune des **Parties** ne pourra être tenue responsable d'un manquement à l'une de ses obligations contractuelles lorsqu'il résulte d'un **événement de force majeure**, c'est-à-dire d'un événement échappant à son contrôle, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du Contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées.

Sont notamment considérés comme cas de force majeure, sans que cette liste soit limitative : **catastrophe naturelle, incendie, inondation, épidémie, guerre, acte de terrorisme, grève générale, panne de réseau, coupure d'électricité, attaque informatique, décision**

administrative ou législative, ou défaillance d'un prestataire tiers essentiel.

La Partie qui invoque un cas de force majeure devra en **notifier l'autre Partie par tout moyen écrit** dans les plus brefs délais, en précisant la nature de l'événement et sa durée prévisible.

L'exécution des obligations affectées sera **suspendue** pendant toute la durée de la force majeure.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas en cas de faute lourde ou de faute intentionnelle de la Partie concernée.

Si la situation perdure au-delà de **trente (30) jours consécutifs**, chacune des Parties pourra **résilier de plein droit** le Contrat, sans indemnité, par simple notification écrite.

ARTICLE 14 – CESSION ET SOUS-TRAITANCE

Le Prestataire se réserve la possibilité de confier à tout moment l'exécution de tout ou partie des Services à **un ou plusieurs sous-traitants sélectionnés**, notamment pour des prestations techniques, d'hébergement, de maintenance, de support ou de paiement. Ces sous-traitants interviennent sous **la responsabilité du Prestataire** et dans le strict respect des obligations légales, notamment celles prévues par le Règlement (UE) 2016/679 (RGPD) et les présentes CGUV.

Le Prestataire demeure pleinement responsable à l'égard du Client de la bonne exécution des obligations confiées à ses sous-traitants.

Le Prestataire pourra céder le Contrat à toute entité qui lui succéderait, notamment en cas de cession d'activité, fusion, apport partiel d'actifs ou restructuration, sous réserve d'en informer le Client par tout moyen écrit.

Le Contrat est conclu intuitu personae à l'égard du Client : celui-ci ne peut céder, transférer ou déléguer tout ou partie de ses droits et obligations, de quelque manière que ce soit, sans l'accord écrit et préalable du Prestataire. Toute cession ou tentative de cession réalisée en violation du présent article sera nulle et sans effet.

ARTICLE 15 – MODIFICATION ET TOLÉRANCES

Le Prestataire se réserve **le droit de modifier** les présentes CGUV, notamment afin de les **adapter** à l'évolution des Services, à la législation, ou aux conditions techniques d'exploitation de la Plateforme. La version applicable est celle en vigueur et accessible en ligne au jour de l'utilisation des Services ou de la souscription/du renouvellement de l'Abonnement.

Toute modification entre en vigueur à la date de sa mise en ligne sur le site <https://www.integora.fr>, sauf mention contraire. En cas de modification substantielle, le Prestataire pourra en informer le Client par tout moyen écrit ou via la Plateforme. Si le Client n'accepte pas les nouvelles conditions, il lui appartient de ne **pas renouveler** son Abonnement à l'échéance, conformément à l'article 7.1.

Le fait pour le Prestataire de ne pas appliquer, temporairement ou durablement, une clause des présentes ne saurait être interprété comme une renonciation à s'en prévaloir ultérieurement.

Si l'une quelconque des stipulations des présentes devait être déclarée nulle, illégale ou inapplicable, les autres dispositions conserveraient leur plein effet et leur validité.

ARTICLE 16 – DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation et de Vente sont régies par **le droit français**, à l'exclusion de toute autre législation.

En cas de différend relatif à l'interprétation, l'exécution ou la validité des présentes, les Parties s'efforceront de rechercher une solution amiable. À défaut d'accord dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification du différend par l'une des Parties, **le litige sera soumis à la compétence exclusive des tribunaux matériellement compétents de Rennes**, y compris en cas de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie. **Les dispositions du présent article s'appliquent entre professionnels.**

ARTICLE 17 – CONTACT

Pour toute **demande d'information, réclamation ou exercice de droit relatif aux présentes CGUV**, le Client peut contacter :

INTEGORA – Mehdi JOALLAND
Chartres-de-Bretagne (France)
E-mail : contact@integora.fr
Site : <https://www.integora.fr>